



syndicat intercommunal pour la gestion des gendarmeries du canton de chef boutonne
(Siren : 200028553)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)
Syndicat à la carte	non
Commune siège	Chef-Boutonne
Arrondissement	Niort
Département	Deux-Sèvres
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	18/04/2011
Date d'effet	18/04/2011

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Même nombre de sièges
Nom du président	M. Fabrice MICHELET

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Mairie de Chef-Boutonne
Numéro et libellé dans la voie	7 rue des Écoles
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	79110 Chef-Boutonne
Téléphone	
Fax	
Courriel	
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Contributions budgétaires des membres
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	6 387
Densité moyenne	26,28

Périmètres

Nombre total de membres : 15

- Dont 15 communes membres :

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
79	Alloinay (200064145)	882
79	Ardilleux (217900117)	183
79	Aubigné (217900182)	217
79	Bouin (217900455)	138
79	Chef-Boutonne (217900836)	2 259
79	Couture-d'Argenson (217901065)	377
79	Crézières (217901073)	45
79	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues (217901222)	575
79	Hanc (217901404)	259
79	La Bataille (217900273)	84
79	Loubigné (217901537)	166
79	Loubillé (217901545)	393
79	Pioussay (217902113)	305
79	Tillou (217903301)	346
79	Villemain (217903491)	158

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 1

Compétences exercées par le groupement
Autres
- Autres
<i>la gestion et la construction des bâtiments et habitations destinés à la gendarmerie nationale, présents dans le canton de Chef-Boutonne</i>

Adhésion à des groupements

Pas d'adhésion à un groupement

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2018 - millésimée 2015)